European Economic and Social Committee | Comité économique et social européen

PÉRIODE 2023 2025

RAPPORT DE FIN DE MANDAT

SECTION «AGRICULTURE, DÉVELOPPEMENT RURAL ET ENVIRONNEMENT» (NAT)

DIRECTION B — TRAVAUX LÉGISLATIFS

PRÉSIDENT: PETER SCHMIDT

Introduction

Au cours de la dernière moitié de ce mandat, le monde a subi des mutations rapides et souvent inquiétantes. Le dérèglement climatique, l'injustice sociale, la crise du coût de la vie, l'insécurité alimentaire, les conflits en cours et, plus récemment, l'instabilité géopolitique ont convergé pour alimenter une tempête parfaite. Cependant, cette période a aussi mis en avant la résilience, la générosité et l'engagement sans faille de la société civile, ainsi que l'importance vitale de relever ces défis ensemble, dans un esprit de solidarité.

Dans le cadre des travaux de la section NAT, nous sommes restés fondamentalement attachés à favoriser le changement systémique et l'économie du bien-être dont nous avons besoin pour réussir à mettre en œuvre le pacte vert et social pour l'Europe et les objectifs de développement durable. Notre objectif a été de contribuer à élaborer des politiques favorables à des systèmes agroalimentaires plus durables et plus équitables et à des zones rurales dynamiques, tout en respectant les limites de notre planète.

Je suis particulièrement fier que nous ayons pu, même en ces temps de crises qui se superposent, exercer une influence significative et signer des réalisations majeures, comme le souligne le présent rapport. Nos travaux nous ont valu une belle reconnaissance, notamment grâce à notre étroite collaboration avec les différentes structures de la section NAT, dont l'observatoire du développement durable, le groupe permanent sur des systèmes alimentaires durables, le groupe ad hoc sur la COP et la plateforme des acteurs européens de l'économie circulaire, que gèrent conjointement les sections NAT et INT.

Ces résultats sont le produit combiné de plusieurs facteurs de réussite: les approches stratégiques que nous avons développées au fil des années, le vaste réseau d'organisations avec lesquelles nous avons collaboré, l'expertise et le dévouement de nos membres, ainsi que l'inlassable et brillant travail de notre secrétariat. Par-dessus tout, je tiens à relever un ingrédient essentiel, à savoir la culture de coopération ancrée au sein de notre section NAT, et en particulier au sein de son bureau. Je suis fermement convaincu que tous nos accomplissements sont le fruit d'un effort collectif. Malgré des points de vue différents, la section NAT est restée un espace de dialogue constructif, même au cœur de débats de plus en plus polarisés.

Une autre évolution qui me remplit de fierté est notre ardeur de tous les instants à faire entendre la voix des jeunes. Dans tous nos travaux, nous avons ouvert la porte à la participation des jeunes aux discussions sur le climat et le développement durable — grâce aux tables rondes de la jeunesse, à l'accueil d'un délégué de la jeunesse au sein de notre délégation pour la COP et à l'application régulière du test jeunesse dans nos travaux législatifs.

Alors que nous nous préparons au prochain mandat, le paysage mondial est en proie à une

profonde mutation, et l'Union européenne se trouve à la croisée des chemins. Dans ce contexte, la voix de la société civile est plus déterminante que jamais. Je conserve l'espoir que le changement transformateur vers un avenir plus durable, plus juste, plus résilient et plus inclusif reste à portée de main, tant pour les générations actuelles que pour les générations futures. L'heure n'est pas au renoncement. Au contraire, il est temps de redoubler d'efforts pour que l'Europe conserve son rôle de chef de file, mais aussi pour qu'elle affûte son programme en faveur de la paix, de la démocratie, de la justice sociale et de la protection des citoyens et de la planète.

Peter Schmidt

Président de la section NAT

Table des matières

Introduction 2

Le programme de travail de la section NAT pour la période 2023-2025 en quelques mots 5

1. Accélérer la mise en œuvre des ODD 5

2. Neutralité climatique 5

3. Économie circulaire 5

4. Promouvoir une politique alimentaire globale — Vers une politique agricole commune (PAC) et une politique commune de la pêche (PCP) plus durables 5

5. Restaurer et préserver le capital naturel — Une planète saine pour des personnes en bonne santé 5

6. Vers un développement rural/urbain durable — Mise en œuvre d'une stratégie globale 5

Accélérer la mise en œuvre des ODD 6

Neutralité climatique 7

Économie circulaire 9

Principes transversaux et méthodes de travail 14

Écho interinstitutionnel 15

Réalisations en matière de communication 17

Perspectives 19

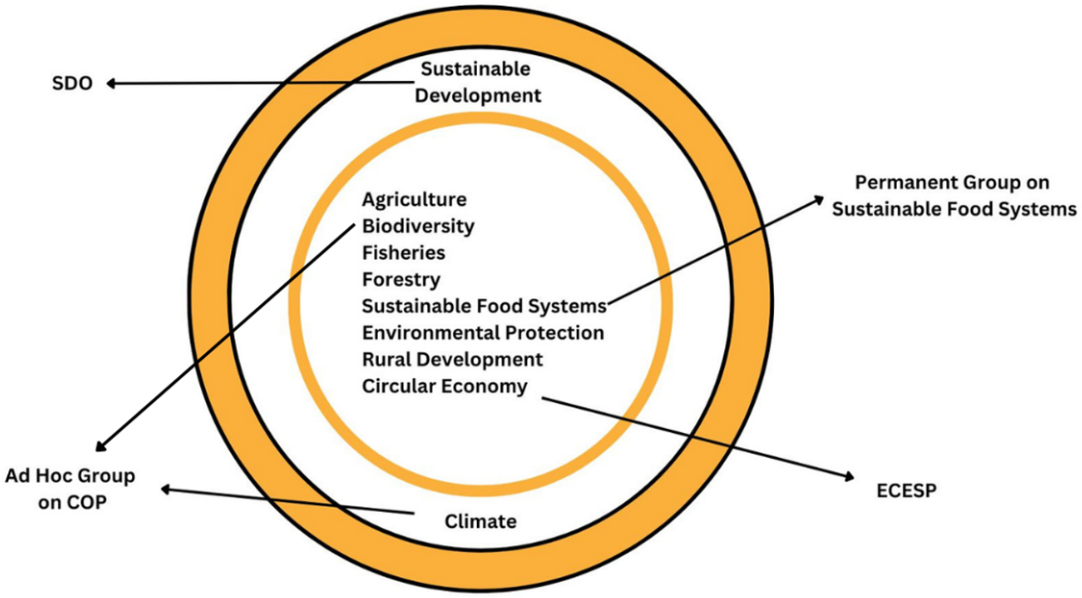
Annexe I — Statistiques clés 21

Annexe II — Activités et avis connexes 22

Annexe III — Cartographie des acteurs clés 28

Le programme de travail de la section NAT pour la période 2023-2025 en quelques mots

Priorité absolue de la section NAT:	
«Favoriser le changement systémique et l'économie du bien-être dont nous avons besoin pour réussir à mettre en œuvre le pacte vert et social pour l'Europe et les objectifs de développement durable grâce à une transition juste. Cette démarche contribuera, entre autres, à des systèmes agroalimentaires plus durables et plus équitables et à des zones rurales dynamiques tout en respectant les limites de notre planète.»	
Priorités politiques	
1.	**Accélérer la mise en œuvre des ODD**
2.	**Neutralité climatique**
3.	**Économie circulaire**
4.	**Promouvoir une politique alimentaire globale — Vers une politique agricole commune (PAC) et une politique commune de la pêche (PCP) plus durables**
5.	**Restaurer et préserver le capital naturel — Une planète saine pour des personnes en bonne santé**
6.	**Vers un développement rural/urbain durable — Mise en œuvre d'une stratégie globale**



Accélérer la mise en œuvre des ODD

L'adoption d'un pacte vert et social pour l'Europe à titre de contribution européenne à la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et des objectifs de développement durable (ODD) a constitué la pierre angulaire des programmes de travail de la section NAT, de l'observatoire du développement durable et du groupe permanent au cours du mandat 2023-2025. La section a continué de défendre les objectifs du pacte vert et les ODD, qui sont notre boussole pour accomplir les transformations nécessaires à une société plus durable, en ne laissant personne de côté.

Principaux faits marquants:

- La section NAT a coordonné la demande de la Commission consistant à préparer la **contribution de la société civile au** premier examen volontaire de la mise en œuvre des ODD par l'Union européenne, présenté en juillet 2023 lors du Forum politique de haut niveau à New York. Le CESE s'est ainsi positionné comme un espace de rencontre unique pour faire entendre les points de vue de la société civile sur la mise en œuvre des ODD, qui sont également au cœur des travaux de l'observatoire.

- Une **table ronde de la jeunesse pour le climat et le développement durable** a été organisée avec Frans Timmermans, vice-président exécutif de la Commission, sur le thème de «l'économie durable dont nous avons besoin». Les organisations de jeunesse ont saisi l'occasion pour appeler à ce que le bien-être, la sobriété et la prospérité soient placés au cœur du pacte vert pour l'Europe et à ce que la participation des jeunes à l'élaboration des politiques soit garantie.

- La section NAT a continué d'œuvrer en faveur d'une **économie du bien-être** au service des citoyens et de la nature, en promouvant un changement systémique et transformateur. Le CESE était partenaire de la conférence de haut niveau **«Beyond Growth»** (Au-delà de la croissance) qui s'est tenue au **Parlement européen** du 15 au 17 mai 2023, à l'initiative d'une coalition multipartite de députés. Dans le cadre de cette conférence, le CESE a organisé un laboratoire politique sur le thème «Transformer les systèmes alimentaires pour le bien-être des citoyens et de la planète». Conscient des lacunes sociales du pacte vert pour l'Europe, le CESE a adopté en 2024 un avis d'initiative intitulé **«Projet détaillé de pacte vert et social pour l'Europe, fondé sur une économie du bien-être»**, qui formule des recommandations pour un nouveau cadre de prospérité. Il émet des suggestions concrètes concernant le paysage économique, l'éducation et l'autonomisation, la participation de la société civile et les générations futures, afin de mettre en place un cadre pour le bien-être.

- La section NAT participe depuis des années au **forum politique de haut niveau des Nations unies** à New York, en tant que membre de la délégation officielle de l'Union, afin de promouvoir des politiques de développement durable conformes aux priorités européennes. En outre, le CESE a

pris part au sommet sur les ODD en septembre 2023 et au sommet de l'avenir en 2024. Grâce à ces missions internationales, nous contribuons à faire entendre la voix de la société civile organisée et à combler le fossé avec les organisations de la société civile du Sud global. Nos travaux sont de plus en plus reconnus dans différentes enceintes, comme en témoigne la prise en considération de la position du CESE dans les conclusions du groupe du Conseil sur le programme de développement durable à l'horizon 2030, adoptées en décembre 2023.

- Le président de la section NAT est membre de l'***Europe Sustainable Development Network***, un important réseau qui réunit les professionnels du développement durable dans le secteur public.

Neutralité climatique

Principaux faits marquants:

- Le CESE a été le premier organe à souscrire à la recommandation de la Commission visant à réduire les émissions nettes de gaz à effet de serre de 90 % d'ici à 2040, avec l'adoption en 2024 de l'avis de la section NAT sur **«l'objectif climatique de l'UE à l'horizon 2040»**.

- La neutralité climatique à l'horizon 2050 étant au cœur des politiques écologiques et environnementales européennes, la section NAT a défendu une **approche de transition juste** afin qu'aucun citoyen ni aucune région, entreprise ou société ne soient laissés de côté. À la demande de la présidence belge, la section NAT a élaboré en 2023 un avis exploratoire intitulé «Faire progresser le cadre politique de l'Union européenne en faveur d'une transition juste: quelles sont les mesures nécessaires?», qui présente une proposition tournée vers l'avenir visant à encourager une approche stratégique globale, coordonnée et intégrée pour mener à bien une transition juste au niveau européen. Sur la base de ses travaux antérieurs, la section NAT a également publié deux avis d'initiative: l'un centré sur une approche sectorielle afin de garantir **une transition juste pour assurer un avenir durable aux systèmes agroalimentaires de l'UE** et l'autre suggérant l'élaboration d'une **proposition législative sur la transition juste et des outils stratégiques de l'UE à même de renforcer la dimension sociale du pacte vert pour l'Europe**.

- Le travail du CESE sur **une transition juste** a été mis à l'honneur dans les conclusions du Conseil sur l'examen à mi-parcours du 8e programme d'action pour l'environnement, adoptées en juin 2024. En effet, on y retrouve plusieurs recommandations du CESE, demandant instamment à la Commission et aux États membres d'intégrer la dimension de transition juste dans toutes leurs politiques. En outre, l'inclusion de la transition juste dans le titre de fonction d'un commissaire - vice-président exécutif et la création de l'observatoire européen de la transition équitable s'inscrivent dans la lignée des recommandations des avis de la section NAT sur une transition juste.

- Au niveau international, la contribution du CESE au programme de travail pour une transition juste de la convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC) témoigne de sa détermination à s'appuyer sur les cadres existants, à combler le manque de connaissances en la matière et à établir des lignes directrices claires qui intègrent véritablement les considérations sociales et d'emploi dans le cadre d'une transition juste. En conséquence, les membres de la section NAT ont été invités aux réunions du **groupe de travail de l'UE pour une transition juste** en 2024 et 2025, afin de présenter aux experts techniques des États membres et de la Commission les perspectives de la société civile dans le domaine.

- Tandis que l'Union européenne fait preuve d'ambition climatique lors des conférences internationales sur le climat, le CESE continue de plaider en faveur d'une action vigoureuse en la matière, allant de pair avec la justice sociale. Pour renforcer son implication, le **groupe ad hoc sur la COP** a été créé en 2022 afin de garantir un engagement plus stratégique, inclusif et permanent dans les discussions internationales sur le climat. Fort d'un mandat étendu à la biodiversité en 2023, ce groupe prépare désormais la contribution du CESE aux COP de la CCNUCC et de la Convention sur la diversité biologique (CDB).

- Le groupe ad hoc sur la COP a également travaillé en **étroite collaboration avec la Commission, laquelle a demandé au CESE une contribution ciblée aux différents axes de négociations, pour un impact plus efficace**. Dans la perspective de la COP 28, le CESE a donc élaboré des contributions spécifiques (adoptées par son bureau en 2023) sur **l'alimentation et l'agriculture** et sur le **programme de travail pour une transition juste**. À la veille de la COP 29, la section NAT a publié un avis d'initiative sur **le financement de la lutte contre le changement climatique**. En novembre 2025, le CESE participera à la COP 30 pour porter les messages de ses contributions antérieures, sa résolution et ses avis de 2022, auxquels s'ajouteront l'avis d'initiative de la section NAT sur **la suppression progressive des subventions aux combustibles fossiles** visant à stimuler la décarbonation de façon équitable et responsable, et sa contribution sur **l'adaptation au changement climatique pour bâtir des sociétés résilientes**.

- Depuis 2021, le CESE accueille un **délégué de la jeunesse dans sa délégation à la COP**. Ce délégué possède un mandat de deux ans et participe aux travaux préparatoires du CESE, ainsi qu'à ses missions dans le cadre des COP. Vu l'urgence de renforcer les synergies entre les crises du climat et de la biodiversité, le délégué de la jeunesse contribue désormais aux travaux du CESE pour les COP de la CCNUCC et de la CDB. Le programme s'est considérablement étoffé ces dernières années. Après deux premiers mandats fructueux, nous avons reçu, en 2025, **498 candidatures** pour la sélection du nouveau délégué de la jeunesse, et c'est **Samira Ben Ali** qui a finalement été nommée nouvelle déléguée de la jeunesse du CESE à la COP. Originaire de Mayotte (France), Samira est une témoin privilégiée des effets disproportionnés du changement climatique sur l'île et ses communautés marginalisées.

Économie circulaire

Principaux faits marquants:

- La section NAT a joué un rôle de premier plan dans la promotion de la transition vers une économie circulaire, catalyseur essentiel de l'ODD 12. Le CESE (à travers ses sections NAT et INT) accueille ainsi conjointement le secrétariat de la **plateforme des acteurs européens de l'économie circulaire (PAEEC)**. Initiative conjointe de la Commission européenne, la PAEEC poursuit son rôle crucial d'espace de dialogue, d'échange de bonnes pratiques et de collaboration entre les secteurs. Tout au long du mandat, la section NAT et l'observatoire du développement durable ont contribué à ce que les politiques en faveur de l'économie circulaire restent au premier rang des priorités de l'Union, en veillant tout particulièrement à concilier circularité et équité sociale, bioéconomie et responsabilité à l'égard des ressources.

- La **conférence annuelle en partenariat avec le Forum mondial de l'économie circulaire** (WCEF2024), organisée en avril 2024 à Bruxelles, a constitué un temps fort de l'engagement international du CESE, avec une forte participation des institutions européennes, de la société civile, d'entreprises et de partenaires mondiaux. Cette collaboration avec le Forum mondial de l'économie circulaire a offert une occasion exceptionnelle de renforcer **la sensibilisation et la visibilité à l'échelle mondiale**, donnant lieu à une coopération plus étroite avec la DG INTPA sur le centre européen de ressources pour l'économie circulaire (EU CERC) fraîchement annoncé.

- Surfant sur cette dynamique, 2025 a été l'année d'une reconnaissance croissante de la plateforme dans l'ensemble des manifestations européennes et mondiales, soutenue par une collaboration rapprochée avec la Commission/DG ENV — notamment autour de l'**événement phare de la Semaine verte en juin 2025**, précédé d'un **dialogue entre les parties intéressées en avril** et du **WCEF2025 à São Paulo** en mai.

- Le dialogue entre les parties intéressées (10 avril 2025) et l'événement phare de la Semaine verte (du 3 au 5 juin 2025) ont favorisé la discussion de haut niveau et la participation inclusive des parties prenantes. Le dialogue d'avril s'articulait autour de trois piliers majeurs de la transition verte et circulaire de l'Europe: la stratégie pour la bioéconomie, le pacte pour une industrie propre et le futur acte législatif sur l'économie circulaire. Les résultats ont contribué à façonner le programme et le contenu de la conférence annuelle et des débats de la Semaine verte, en veillant à les aligner étroitement sur les évolutions politiques actuelles et les priorités des parties prenantes.

- De plus amples informations sur les résultats et les réactions des parties intéressées sont fournies dans le rapport de fin de mandat de la PAEEC (disponible en septembre 2025).

Promouvoir une politique alimentaire globale — Vers une politique agricole commune (PAC) et une politique commune de la pêche (PCP) plus durables

Principaux faits marquants:

- Au cours de la seconde moitié du mandat, marquée par d'importantes manifestations des agriculteurs en réaction à la baisse de leurs revenus, la mise en péril des moyens de subsistance et une instabilité géopolitique persistante, la section NAT a maintenu, voire renforcé, son **rôle au cœur du dialogue interinstitutionnel**. La section NAT a également continué à **relayer les principales préoccupations de la société civile** et à enrichir de ses idées l'élaboration des politiques, en particulier:

  Vers une PAC plus durable:
  - Les travaux du CESE sur des systèmes agroalimentaires durables ont été pris en considération dans le cadre du dialogue stratégique sur l'avenir de l'agriculture dans l'UE, de la vision pour l'agriculture et l'alimentation du commissaire Hansen et du pacte européen pour l'Océan de la Commission. Certaines propositions clés de ces rapports rejoignent les recommandations antérieures du CESE. Par exemple, le nouveau comité européen de l'agroalimentaire (EBAF) proposé est très semblable au Conseil européen de la politique alimentaire réclamé par le CESE dans de précédents avis.
  - La section NAT a obtenu un siège d'observateur au sein du Comité européen de l'agroalimentaire et a été invitée par la Commission à coélaborer des dialogues annuels sur l'alimentation, donnant corps à cette vision.
  - En ce qui concerne l'**agriculture**, des débats de section ont eu lieu sur différents sujets, tels que les nouvelles techniques génomiques, la production biologique au sein de l'UE, l'agriculture régénératrice, les outils destinés à soutenir les revenus des agriculteurs de l'UE, le dialogue stratégique, la vision pour l'agriculture et l'alimentation, et le droit à l'alimentation. Ces débats ont réuni des représentants de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), des représentants de haut niveau de la Commission, des députés au Parlement européen et divers acteurs clés. La section NAT a élaboré de nombreux avis (énumérés ci-dessous), y compris plusieurs avis d'initiative et exploratoires significatifs. À titre d'exemple, le CESE a été le **premier organe européen** à soumettre un avis sur la PAC de l'après-2027 et a organisé des débats au niveau européen sur la durabilité du secteur agroalimentaire de l'UE dans le contexte d'un élargissement futur, le concept d'une transition juste pour les systèmes agroalimentaires de l'UE et l'agriculture régénératrice. Une évaluation de la directive sur les pratiques commerciales déloyales a également été réalisée.

- En ce qui concerne les **systèmes alimentaires durables**, des avis importants ont été adoptés, tels que l'avis sur un Conseil européen de la politique alimentaire, qui a rencontré un large écho auprès des principaux acteurs, et l'avis exploratoire sur le thème «Promouvoir des systèmes alimentaires durables et résilients à l'heure où les crises se multiplient», de même que plusieurs débats ont été organisés dans le cadre du groupe permanent sur des systèmes alimentaires durables (voir également le rapport distinct de ce groupe). Pour n'en citer que quelques-uns: un débat d'orientation sur la transition juste des systèmes agroalimentaires dans le cadre des débats sur le pacte rural, avec des invités de haut niveau de la FAO, de l'Agence européenne pour l'environnement (AEE) et d'autres parties prenantes clés; un débat de haut niveau sur la garantie d'une production alimentaire durable et d'un revenu décent pour les agriculteurs européens, avec la participation de représentants de la présidence polonaise; et un débat sur la pêche et l'aquaculture, avec la présentation d'exemples concrets de pêche et d'aquaculture durables en lien avec le développement rural.

Vers une PCP plus durable:

- À la demande de la Commission, la section NAT a élaboré un avis exploratoire sur le **pacte européen pour l'Océan**, en organisant une vaste consultation des parties prenantes et une audition publique afin de recueillir des informations sur les mesures à prendre pour garantir la santé et la productivité des océans et la résilience des communautés côtières. Le CESE a été la première institution à organiser un processus de consultation et à adopter un document officiel sur le sujet. L'adoption de l'avis en temps utile a contribué à influencer la proposition de la Commission et à formuler des messages concrets à présenter lors de la troisième conférence des Nations unies sur l'océan en juin 2025.
- En ce qui concerne **la pêche et l'aquaculture**, la section NAT a adopté des avis intitulés «Objectifs ciblés pour la fixation des possibilités de pêche», «Conservation et utilisation durable de la diversité biologique marine des zones ne relevant pas de la juridiction nationale» et «Train de mesures omnibus sur les ORP» (organisations régionales de pêche).

- Avec la co-organisation des **prix européens du bio**, le CESE a également continué à jouer un rôle important dans la mise à l'honneur de **projets durables et innovants** dans l'ensemble de la chaîne alimentaire biologique en Europe, et a contribué à la visibilité du CESE grâce à la large couverture médiatique dont ont bénéficié ces récompenses. L'organisation réussie de ces prix témoigne du rôle éminent et efficace que peut jouer le CESE pour jeter des ponts entre les décideurs politiques et les acteurs de la société civile issus de la chaîne agroalimentaire et pour soutenir des forums de discussion en vue de promouvoir des systèmes alimentaires plus durables au sein de l'Union.

- Plusieurs avis de la section NAT ont été soumis à la **commission mixte pour la pêche et l'agriculture du Parlement européen**, par exemple l'avis NAT/944 sur le pacte européen pour l'Océan, l'avis NAT/913 sur la politique agricole commune de l'après-2027, l'avis NAT/918 sur la révision de la législation sur le bien-être animal, l'avis NAT/945 sur les nouvelles règles relatives à la répression transfrontière des pratiques commerciales déloyales, l'avis NAT/825 sur l'élevage extensif, l'avis NAT/937 sur les règles relatives aux contrats, aux organisations de producteurs et à la coopération entre agriculteurs et l'avis NAT/948 sur l'agriculture régénératrice.

- La section NAT a également poursuivi sa **collaboration étroite avec la FAO**, tant avec son bureau de liaison à Bruxelles qu'avec son bureau régional pour l'Europe et l'Asie centrale et son siège central. Concrètement, cette collaboration s'est notamment traduite par une contribution écrite aux exercices de bilan après le Sommet des Nations unies sur les systèmes alimentaires et par la participation de la section NAT à la consultation de prospective stratégique de la FAO sur les systèmes agroalimentaires de l'Union européenne et leurs interdépendances transrégionales.

- La participation de la section à la **plateforme de l'Union sur les pertes et le gaspillage alimentaires** de la Commission, ainsi qu'aux réunions annuelles du **Comité de la sécurité alimentaire mondiale** (CSA) et du **Forum mondial de l'alimentation** (WFF), a également permis de soutenir ses travaux et d'élargir son réseau.

Restaurer et préserver le capital naturel — Une planète saine pour des personnes en bonne santé

Principaux faits marquants:

- Face à l'urgence de renforcer les synergies entre la biodiversité et l'action pour le climat, la **mission du CESE à la COP 16 de la CDB** a été organisée parallèlement à celle exercée dans le cadre de la COP 29 de la CCNUCC. La biodiversité a été structurellement intégrée dans les travaux du groupe ad hoc du CESE sur la COP afin de renforcer le lien entre les trois conventions de Rio. Outre la consolidation des relations avec les autres institutions européennes et les partenaires internationaux, cette mission a été l'occasion d'entamer une discussion sur la nécessité pour les agriculteurs et les pêcheurs de s'impliquer davantage dans les négociations de la CDB et sur les moyens à mettre en œuvre par le CESE pour faciliter ce processus.

- La section NAT a également élaboré un avis intermédiaire concernant l'**approche «Une seule santé»**. Cet avis a permis de rappeler l'importance d'une action en faveur du climat et de la biodiversité, ainsi que l'interdépendance entre l'environnement et la santé humaine et animale, ainsi qu'entre la santé environnementale, la prospérité économique et la compétitivité de l'Union européenne. Si le suivi de l'avis se poursuivra au cours du prochain mandat, il a déjà suscité un grand intérêt de la part de la Commission ainsi que de l'alliance quadripartite des Nations unies (FAO, OMS, WAO, PNUE).

- Pour renforcer ces messages et déterminer les actions nécessaires, la section NAT s'est également attelée à un avis sur les **principales actions en faveur de l'environnement à inclure dans l'annexe au 8e programme d'action pour l'environnement** afin de mieux ancrer la politique environnementale au sein de la société.

- Pour la première fois, l'AEE a organisé, en partenariat avec le CESE, un processus participatif des parties prenantes dans le but d'intégrer leurs contributions dans l'élaboration du rapport phare de l'AEE sur **l'état et les perspectives de l'environnement (édition 2025)**. Le CESE a été structurellement associé à la préparation, à l'organisation et au suivi d'ateliers visant à rassembler les contributions des ONG environnementales, des syndicats, des entreprises et des organisations de jeunesse, et participera également au lancement du rapport le 2 octobre 2025.

- La section NAT a contribué à l'appel du CESE en faveur du **pacte bleu pour l'Europe** en élaborant un avis sur la gestion durable de l'eau dans le secteur agroalimentaire et en soulignant le lien entre eau douce et océan. Nous avons également contribué au suivi de la déclaration du CESE sur le pacte bleu, en intégrant des messages liés à l'eau dans les missions à la COP 16 de la CDB et à la COP 29 de la CCNUCC.

- Face aux menaces qui planent sur le **pacte vert pour l'Europe**, la section NAT s'est employée à produire plusieurs autres avis (sur les produits chimiques et les microplastiques, les sols et les pollinisateurs) visant à améliorer la législation environnementale et à faciliter sa mise en œuvre. Nous avons également continué de suivre les activités de la **plateforme des parties prenantes «zéro pollution» (ZPSP)** et de la **plateforme de l'UE sur la biodiversité (EUBP)**.

- Sur le sujet sensible du **règlement relatif à la restauration de la nature**, la section NAT est parvenue à élaborer un avis consensuel, qui a été médiatisé au moyen d'un enregistrement vidéo soulignant le consensus entre les agriculteurs et les groupes d'intérêts environnementaux, et a mis à l'honneur ce dialogue fructueux dans une lettre adressée à la présidence du Conseil, en amont des discussions engagées par le Conseil «Environnement» au sujet de la loi.

Vers un développement rural/urbain durable — Mise en œuvre d'une stratégie globale

Principaux faits marquants:

- Au cours de ce mandat, le CESE n'a jamais cessé d'œuvrer à un développement rural et urbain durable, par le biais de divers **avis et débats** portant sur les principaux défis à relever et occasions à saisir pour les zones rurales. Ces activités ont contribué à maintenir les questions rurales au cœur du programme d'action européen et à faire entendre les voix des zones rurales, en alimentant les discussions sur la cohésion territoriale, la résilience aux changements climatiques, l'économie circulaire et la bioéconomie, les transitions numérique

et écologique, et en créant des passerelles entre différents domaines d'action. Les recommandations du CESE ont renforcé la mise en œuvre de la **vision à long terme pour les zones rurales de l'UE** et celle du **test rural**. Elles ont également servi de base aux échanges avec les parties prenantes et les décideurs politiques, renforçant le CESE dans son rôle de maillon essentiel entre les acteurs ruraux et les institutions européennes.

- Conformément à ses engagements en faveur du pacte rural, le CESE a rejoint le **groupe de coordination du pacte rural** (RPCG), un groupe informel mis en place par la Commission (DG AGRI et DG REGIO) et réunissant des représentants des participants au pacte, avec la mission de poursuivre le développement et le pilotage de son processus. Le RPCG a organisé cinq réunions entre juin 2023 et juin 2025, au cours desquelles le CESE était représenté par un membre de la section NAT et un membre de la section ECO. Le CESE a participé à l'élaboration d'une déclaration sur l'avenir des zones rurales et de la politique de développement rural dans l'Union européenne, laquelle formule une proposition stratégique pour les fonds et politiques de l'UE après 2027, afin de relever les défis rencontrés par les zones rurales. Cette déclaration apporte une réponse collective aux questions énoncées dans le rapport sur une vision à long terme pour les zones rurales de l'UE, publié par la Commission en mars 2024. Ce rapport vise à éclairer et à influencer la future politique en formulant des propositions spécifiques pour mieux soutenir les zones et communautés rurales.

- Par l'intermédiaire de sa section NAT, le CESE a signé un **protocole d'accord** avec le Parlement rural européen et les trois organisations qui le composent: l'Alliance européenne des communautés rurales (ERCA), l'Association européenne LEADER pour le développement rural (ELARD) et le Partenariat pour l'Europe rurale (PREPARE). Grâce à ce protocole d'accord, le CESE et le Parlement rural européen formalisent et renforcent la coopération existante et forgent un partenariat structuré à long terme.

Principes transversaux et méthodes de travail

- Depuis quelques années, le CESE s'emploie à mieux intégrer la voix des jeunes dans ses travaux et dans le processus décisionnel de l'Union d'une manière structurée et significative. La section NAT a été à l'avant-garde de ces efforts et est restée déterminée, sous ce dernier mandat, à faire entendre la voix des jeunes et de leurs organisations grâce à la mise en œuvre de l'**évaluation d'impact de l'UE du point de vue des jeunes**(«test jeunesse») au sein du CESE (en juin 2025, sept avis avaient été sélectionnés par la section NAT), au programme pour un **délégué de la jeunesse du CESE à la COP** et aux **tables rondes de la jeunesse pour le climat et le développement durable**. La section NAT a également organisé **deux réunions annuelles** (l'une en 2024 et l'autre en 2025) avec les organisations de jeunesse qui se sont inscrites au test jeunesse de l'UE et ont manifesté leur intérêt pour ses travaux, afin de recueillir davantage d'informations sur leurs priorités et préoccupations en ces temps difficiles.

- En outre, afin d'acquérir des connaissances plus approfondies sur une participation significative des jeunes, la section NAT a réalisé, au cours de ce mandat, l'étude intitulée «Vers une participation plus impactante et structurée des jeunes dans les processus politiques et décisionnels» et a organisé un débat de section pour annoncer sa publication en octobre 2024. L'étude a contribué aux travaux du groupe sur les jeunes du CESE visant à élaborer la proposition d'une structure permanente au sein du CESE et a été diffusée auprès de toutes les institutions européennes afin d'améliorer les mécanismes participatifs existants (tels que les dialogues sur la politique en faveur de la jeunesse).

- Promouvoir **la participation structurée de la société civile à la conception, à la mise en œuvre et au suivi des différentes politiques s'avère primordial**. La section NAT a continué à soutenir et à développer les propositions et initiatives visant à favoriser une approche plus participative, en consolidant les initiatives existantes (telles que la PAEEC et le pacte rural) et en en promouvant de nouvelles (par exemple, un Conseil européen de la politique alimentaire — aujourd'hui repris par la Commission sous la forme de «dialogues sur l'alimentation» — et un espace permettant aux parties prenantes de participer à la mise en œuvre des ODD).

- La section NAT a appliqué une **approche prospective dans deux avis NAT** (sur la transition juste et sur le pacte vert et social pour l'Europe) afin que nos recommandations puissent porter leurs fruits à long terme.

- La section NAT a «traduit ses paroles en actes», menant par l'exemple en matière de méthodes de travail durables et inclusives, grâce à une coopération permanente avec EMAS (sans plastique, réduction du gaspillage alimentaire, mobilité douce, approvisionnement durable, neutralité climatique, etc.), en optimisant l'utilisation des outils numériques, des webinaires et des solutions de réunion hybride, et en veillant à rendre les événements plus inclusifs.

Écho interinstitutionnel

Comme indiqué ci-dessus, la section NAT a intensifié sa coopération avec les autres institutions durant cette moitié de mandat, contribuant ainsi à favoriser les partenariats et à accroître l'impact du CESE. Parmi les principaux faits marquants figurent:

- **Avec la Commission**:
  - organisation conjointe des prix européens du bio;
  - initiative conjointe du CESE et de la Commission sur la plateforme des acteurs européens de l'économie circulaire;
  - préparation des contributions ciblées demandées par la Commission pour les négociations à la COP;

- coopération avec la Commission (DG ENV et DG RTD) concernant l'avis d'initiative intitulé «Assurer la cohérence de l'économie circulaire et de la bioéconomie au niveau de l'Union et des États membres», dans la perspective de la future stratégie pour la bioéconomie;
- coopération étroite avec la DG AGRI et la DG REGIO autour du pacte rural européen;
- tables rondes de la jeunesse pour le climat et le développement durable avec les commissaires;
- contribution du CESE à l'examen volontaire des ODD et des missions du Forum politique de haut niveau pour le développement durable (FPHN) par l'UE;
- avis exploratoire sur le pacte européen pour l'Océan et suivi lors de la 3e conférence des Nations unies sur l'océan;
- missions du CESE à la COP 28 et à la COP 29 de la CCNUCC ainsi qu'à la COP 16 de la CDB;
- contributions du CESE aux bilans après le Sommet des Nations unies sur les systèmes alimentaires.

- **Avec le Parlement**:
  - des activités de suivi et des réunions entre les rapporteurs du CESE et du Parlement ont débouché sur la présentation de plusieurs avis du CESE aux réunions des commissions du PE, par exemple l'avis NAT/944 sur le pacte européen pour l'Océan, l'avis NAT/913 sur la politique agricole commune de l'après-2027, l'avis NAT/918 sur la révision de la législation sur le bien-être animal, l'avis NAT/945 sur les nouvelles règles relatives à la répression transfrontière des pratiques commerciales déloyales, l'avis NAT/825 sur l'élevage extensif, l'avis NAT/937 sur les règles relatives aux contrats, aux organisations de producteurs et à la coopération entre agriculteurs et l'avis NAT/948 sur l'agriculture régénératrice;
  - dans sa décharge 2023, le Parlement a salué les initiatives innovantes prises par le CESE en matière de participation des jeunes. Dans sa décharge 2022, le Parlement avait déjà applaudi les efforts consentis par le Comité pour renforcer la participation de la jeunesse à l'élaboration des politiques;
  - dans la décharge 2023, le Parlement a également cité explicitement la plateforme des acteurs européens de l'économie circulaire parmi les initiatives innovantes du CESE et a salué les activités de communication du CESE liées à la COP 28 et aux prix européens du bio (entre autres);
  - participation des présidents des commissions AGRI, PECH et ENVI aux réunions de la section NAT.

Avec le Conseil/les présidences tournantes:

- participation à **plusieurs réunions des groupes du Conseil sur le Programme 2030**:
  - 3 février 2024: groupe du Conseil «Programme de développement durable à l'horizon 2030» — Peter Schmidt (en sa qualité de président de la section NAT) a été invité à présenter un avis exploratoire demandé par la présidence belge sur le thème «Faire progresser le cadre politique de l'Union européenne en faveur d'une transition juste: quelles sont les mesures nécessaires?»;
  - 14 novembre 2023: groupe du Conseil «Programme de développement durable à l'horizon 2030» — Maria Nikolopoulou (en sa qualité de rapporteure) a été invitée à présenter un avis exploratoire demandé par la présidence espagnole sur le Programme 2030;

    - 8 septembre 2023: groupe du Conseil sur le «Programme de développement durable à l'horizon 2030» — Peter Schmidt (en sa qualité de président de la section NAT) a été invité à un débat et à un échange de vues concernant le sommet des Nations unies sur les ODD;
    - 25 juillet 2023: groupe du Conseil «Programme de développement durable à l'horizon 2030» — Peter Schmidt (en sa qualité de président de la section NAT) a été invité à présenter les retours d'informations de la société civile à la suite du FPHN;
    - 16 mai 2023: groupe du Conseil «Programme de développement durable à l'horizon 2030» — Antje Gerstein (en sa qualité de rapporteure) a été invitée à présenter les conclusions préliminaires concernant l'avis exploratoire sur le Programme 2030;
  - coopération étroite avec la présidence hongroise en préparation de la COP 16 de la CDB;
  - organisation d'une séance sur la démocratie alimentaire lors de la conférence «Open Food», qui s'est tenue dans le cadre de la présidence belge;
  - avis exploratoires à la demande des présidences tournantes:
    - avis exploratoire NAT/913 intitulé «Promouvoir une production alimentaire autonome et durable: stratégies au service de la politique agricole commune de l'après-2027», à la demande de la présidence belge;
    - avis exploratoire NAT/935 intitulé «Promouvoir des systèmes alimentaires durables et résilients à l'heure où les crises se multiplient», à la demande de la présidence hongroise;
    - avis exploratoire NAT/939 intitulé «Garantir une production alimentaire durable et un revenu équitable pour les agriculteurs européens face aux défis du marché, de l'environnement et du climat», à la demande de la présidence polonaise.

Réalisations en matière de communication

La section NAT a été active sur les réseaux sociaux en publiant quotidiennement du contenu sur son compte **X** (@EESC_NAT). Parmi les autres moyens de communication à destination de publics externes, nous pouvons citer une **lettre d'information** diffusée régulièrement par courrier électronique (neuf numéros par an) ainsi que des invitations spécifiques, également envoyées par courriel, à participer à nos manifestations publiques. La section NAT est également présente sur l'internet via son **site web**, où les visiteurs peuvent trouver des informations sur ses travaux (avis, manifestations, actualités, etc.).

Le 21 mars 2025, en réponse aux préoccupations croissantes liées à la désinformation, à la confidentialité des données et à l'influence des entreprises sur des plateformes comme X, la section NAT a ouvert un compte sur le réseau social **Bluesky** (@nat-eesc.bsky.social). Ce canal de communication supplémentaire favorise les échanges de vues et les conversations sérieuses sur nos travaux, dans un espace où les discussions restent constructives et moins influencées par des buts lucratifs.

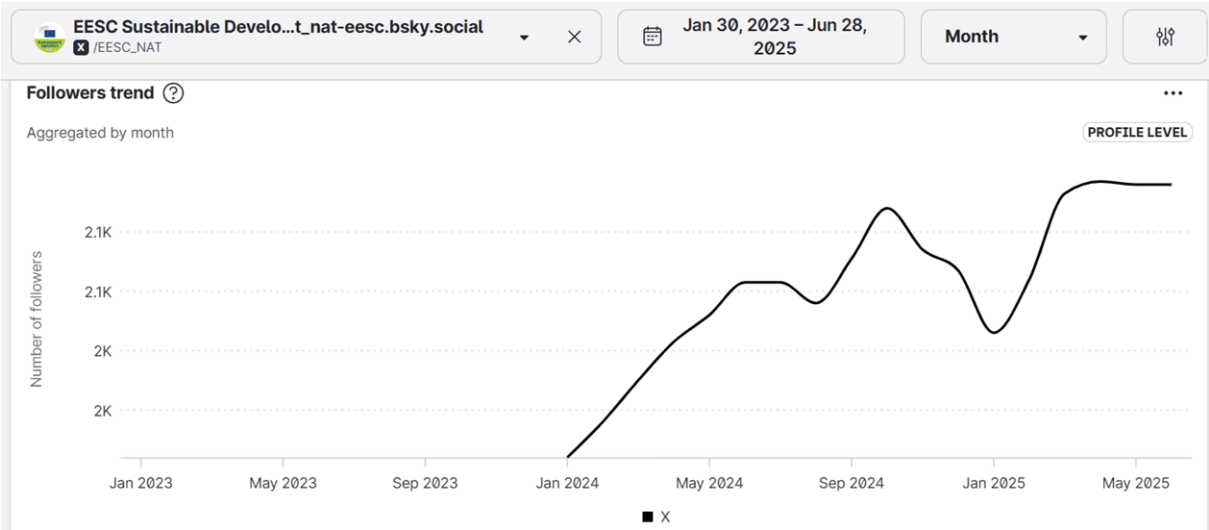
Nombre d'abonnés sur X (2 096 abonnés)

Bien que la récente controverse et l'instabilité politique autour de la plateforme X aient poussé de nombreux utilisateurs à quitter X, le nombre d'abonnés du compte NAT a augmenté de 5,7 % depuis janvier 2023 et s'élève désormais à 2 096.

Profiles overview

Jan 03, 2023 – Jun 28, 2025

Profile	Total followers	Follower growth
EESC Sustainable Develo...t_nat-eesc.bsky.social /EESC_NAT	2,096	113
Summary of 1 results	**2,096**	**113**



Nombre d'abonnés sur Bluesky (82 abonnés)

Le compte Bluesky a été ouvert le 21 mars 2025 et compte actuellement 82 abonnés.

Perspectives

Les multiples crises mondiales et interdépendantes auxquelles nous sommes confrontés continueront d'affecter les travaux de la section NAT. Dans ce contexte, les principaux domaines d'action suivants resteront particulièrement pertinents et exigeants au cours des prochains mois et années, comme le souligne également la contribution de la section NAT à la réflexion sur le nouvel ordre géopolitique:

Sécurité alimentaire et promotion de la transformation vers des systèmes agroalimentaires plus durables, résilients et justes: des approches intégrées, inclusives et tournées vers l'avenir sont nécessaires pour relever les défis complexes en matière de durabilité et sécurité alimentaires que doivent affronter l'Union européenne et le Sud global. Le droit à l'alimentation doit être élevé au rang de priorité politique et humanitaire, en particulier dans les zones de conflit, et le renforcement du multilatéralisme sera capital. L'incapacité à soutenir les agriculteurs, les acteurs de la chaîne agroalimentaire et les travailleurs de la transition engendrera plus de dépendances et affaiblira l'autonomie stratégique. L'agriculture régénératrice offre une voie prometteuse vers des systèmes alimentaires plus durables, mais elle exige un soutien coordonné de la part des décideurs politiques, en particulier pour les jeunes agriculteurs. La **prochaine politique agricole commune (PAC) après 2027** doit fournir un cadre politique stable à long terme, axé sur une production alimentaire durable et une autonomie stratégique ouverte pour l'Union européenne, tout en protégeant la diversité des types d'agriculture dans l'Union (avec le maintien d'un modèle agricole familial qui a disparu dans de nombreuses autres régions du monde et l'aide au renouvellement générationnel) et en répondant aux besoins sociétaux et écologiques (selon le principe de «l'argent public pour les biens publics»), ainsi qu'en garantissant le développement rural. Par conséquent, son budget doit être conforme aux ambitions de l'Union en matière de durabilité et de transition juste, assurant une rémunération décente aux agriculteurs.

Adaptation au changement climatique, protection de la biodiversité et préparation: la préparation de l'Union européenne aux crises en cours et à venir, en particulier la triple crise planétaire du changement climatique, de la perte de biodiversité et de la pollution environnementale, doit s'ancrer dans des stratégies à long terme qui donnent aux collectivités locales et rurales les moyens d'agir grâce à des approches ascendantes et qui intègrent de manière transversale la dimension de résilience dans toutes les politiques. L'Union doit également aligner ses efforts aux niveaux local, national et européen, afin d'assurer la viabilité des activités économiques tout en respectant les objectifs du pacte vert et social pour l'Europe et les engagements internationaux en matière de climat et de biodiversité. Il s'impose également de renforcer les synergies et les actions à travers les trois conventions de Rio (climat, biodiversité et désertification).

Accélérer la mise en œuvre des ODD à l'horizon 2030 et au-delà: les ODD restent le phare et la boussole qui nous guident, en tant que seule conception universelle de la paix, de la prospérité socio-économique et de la durabilité environnementale dont nous disposions. Échouer à mettre en œuvre les principes régissant les ODD que sont l'inclusion sociale, une énergie propre, un accès universel aux services publics ainsi qu'une consommation et une production responsables, conduira à

multiplier encore les crises et les rivalités géopolitiques. Si les ODD ne sont pas mis en œuvre, les entreprises et la compétitivité future en pâtiront également.

Développer les différentes dimensions de la transition écologique: transition juste, économie du bien-être, économie circulaire et bioéconomie: la transition vers la durabilité ne sera couronnée de succès que si elle repose sur les principes d'une transition juste et d'une économie du bien-être, ainsi que sur le large soutien et la participation active de toutes les composantes de la société. Les zones rurales devraient faire partie intégrante du processus de transition et le test rural devrait être appliqué à l'ensemble de la législation, afin de veiller à ce que les citoyens ruraux ne soient pas laissés de côté. Face à la nécessité pour l'Europe d'utiliser ses ressources naturelles de façon plus durable, l'économie circulaire et la bioéconomie s'avèrent prometteuses pour s'attaquer à la cause profonde de notre crise planétaire tout en intégrant la dimension sociale, en tenant compte des personnes impliquées dans les entreprises associées et des avantages pour les communautés.

Promouvoir la participation structurée de la société civile à la conception, à la mise en œuvre et au suivi des différentes politiques s'avère primordial. La section NAT devrait continuer à soutenir et à développer les propositions et initiatives visant à favoriser une approche plus participative, en consolidant les initiatives existantes (telles que la PAEEC et le pacte rural) et en en promouvant de nouvelles (comme les dialogues sur l'alimentation/un Conseil européen de la politique alimentaire et un espace permettant aux parties prenantes de participer à la mise en œuvre des ODD).

Renforcer l'engagement des jeunes: depuis quelques années, le CESE s'emploie à mieux intégrer la voix des jeunes Européens dans ses travaux et dans le processus décisionnel de l'Union d'une manière structurée et significative. La section NAT a été à l'avant-garde de ces efforts et devrait rester déterminée à faire entendre la voix des jeunes et de leurs organisations, tant au sein de la section que dans l'ensemble du CESE, afin de mettre efficacement en œuvre l'évaluation d'impact de l'UE du point de vue des jeunes et la résolution sur les acquis pérennes de l'Année européenne de la jeunesse, sur la base des résultats de l'étude à venir intitulée «Une participation structurée des jeunes dans le sillage de l'Année européenne de la jeunesse 2022».

Annexe I — Statistiques clés

	Mi-mandat octobre 2020 — mars 2023	Mi-mandat avril 2023 — septembre 2025	Mandat 2020-2025 Total
Réunions de section	24	21	45
Réunions du bureau de la section	27	23	50
Réunions de groupe d'étude	113	80	193
Réunions du groupe permanent	7	7*	14
Réunions de l'observatoire	8	7*	15
Avis	79	61	140
Test jeunesse appliqué	–	7	7
Saisines	61	33	94
Avis exploratoires	4	10	14
Avis d'initiative	9	16	25
Rapports d'information	4	0	4
Rapports d'évaluation	1	2	3
Études	2	4	6
Missions d'information	7	4	11
Conférences et auditions organisées par la section	30	43	73
Participation des membres à des réunions/manifestations/conférences	368	400	768
Réunions entre rapporteurs du CESE/Parlement ou présidents de section/commission du Parlement	19	16	35
Réunions des membres du CESE avec des commissaires, des membres de cabinet, des directeurs généraux ou des directeurs de la Commission	5	8	13
Réunions des membres du CESE avec des représentants du Conseil, des représentants permanents ou des représentants de la présidence de l'UE	6	14	20

** dont deux réunions conjointes de l'observatoire du développement durable (82e réunion) et du groupe permanent sur des systèmes alimentaires durables — 17/11/2023 et 15/10/2024*

Annexe II — Activités et avis connexes

Accelerating the implementation of the SDGs

Related activities:

- 15-17 March 2023 - Beyond Growth 2023 Conference
- 17-19 July 2023 – High Level Political Forum (HLPF)
- 18 July 2023 - Youth Climate and Sustainability Round Table #4 - The sustainable economy we need - with Executive Vice-President Timmermans
- 18-19 September 2023 – SDG Summit
- 7 December 2023 - A Blueprint for a Social and Green Deal conference
- 25 January 2024 - Joint debate with UN SDSN on Priorities for the Future Leadership of the European Union to achieve the Sustainable Development Goals in a Fragmented and Multipolar World - Featuring the launch of the Europe Sustainable Development Report 2023
- 26 February 2024 - Orientation debate: Towards a European Green and Social Deal, based on a wellbeing economy
- 27 February 2024 - Workshop on GDP+3 New metrics for prosperity (partnerships event)
- 21 May 2024: Orientation debate on biodiversity and climate finance
- 15-17 July 2024 – HLPF
- 20-22 September 2024 – Summit of the Future
- 16 January 2025 - Defining sustainable prosperity in the EU: towards indicators responding to citizen aspirations
- 29 January 2025 - Debate on the 2030 Agenda on sustainable development: where do we stand and what is the role of sustainable food systems in the implementation of the SDGs?
- 13 February 2025 - EESC – FAO joint event on SDGs and VNRs: Civil society's involvement in the preparation of VNRs
- 21-23 July 2025 - HLPF

Related opinions:

- NAT/927 A Blueprint for a European Green and Social Deal, based on a wellbeing economy
- NAT/903 EU and Agenda 2030: strengthening the implementation of the SDGs

Climate neutrality

Related activities:

- 30 January 2025 - Info session on the EESC Youth delegate to COP selection process
- 21 May 2025 - Section debate on Biodiversity and Climate: advancing on a sustainable financial architecture
- 31 May 2023 – AHG on COP Expert hearings EESC contributions to the UNFCCC 1) The implementation of climate action on agriculture and food security and 2) The just transition work programme
- 5 July 2023 – AHG on COP Expert hearing EESC contribution to the UNFCCC on Investments and financing climate change mitigation
- 15 May 2024 – AHG on COP Expert hearing on How can Europe eliminate fossil fuel subsidies addressing the socio-economic implications?

- 22 April 2025 – AHG on COP Expert hearing on The role of the EU in global multilateralism of the Rio conventions: European strategic autonomy
- 23 May 2025 – AHG on COP Debate on Climate Adaptation - towards climate change and social resilience
- 10 July 2025 – AHG on COP Expert hearing on Climate Adaptation for Resilient Societies
- 5 December 2023 – COP28 side-event on Fostering the climate and food convergence in COP negotiations – the role of governance and finance
- 8 December 2023 – COP28 side-event on Walking the talk on just transition and social dialogue: experiences and initiatives
- 9 December 2023 – COP28 side-event on Beyond Growth: Sufficiency for a sustainable and equitable future
- 10 December 2023 – COP28 side-event on Accelerating the financing of the circular economy in climate and biodiversity strategies
- 18 November 2024 – COP29 side-event on A global perspective towards fostering a just transition in the agri-food sector: bridging generations for sustainable change
- 18 November 2024 – COP29 side-event on From Growth to Sufficiency: The Role of 'Cap and Share' and Other Policy Pathways for Justice and Sustainability in Climate Action
- Missions to COP28 and COP29.

Related opinions:

- **NAT/952** European Climate Law amendment - **YOUTH TEST and hearing**
- **NAT/931** EU climate target for 2040
- **NAT/915** Advancing the EU's Just Transition Policy Framework: What Measures Are Necessary
- **NAT/946** Phasing out fossil fuel subsidies while ensuring European competitiveness, mitigating the cost-of-living crisis, and promoting a just transition - **YOUTH TEST and hearing**
- **NAT/929** Climate finance: a new roadmap to deliver on high climate ambition and the SDGs (contribution to COP29)
- **NAT/926** A comprehensive strategy for biodiversity at COP16: bringing all sectors together for a common goal (contribution to CBD COP16)
- Contribution towards COP28: The just transition work programme

Contribution towards COP28: The implementation of climate action on agriculture and food security

Circular economy

Related activities:

- Annual Conference 2024 jointly with WCEF2024 in Brussels
- 10 April 2025 Stakeholder Dialogue on Circular Economy
- Participation at WCEF2025 in São Paulo
- 2025 Annual Conference jointly with EU Green Week
- Participation at World Expo 2025 in Osaka
- 24 EU Circular Talks (January 2023- July 2025)
- Partnerships event OMEI

- Partnership and board member of the EDA IF CEED project (participation in 2023, 2024 and 2025 annual conferences)
- Maintaining ECESP website, monthly newsletter and social media accounts

Related opinions:

- NAT/928 Aligning the circular economy and the bioeconomy at EU and national level
- NAT/851 Sustainable products initiative, including Eco-design Directive
- NAT/854 Revision of Directive 94/62/EC on Packaging and Packaging Waste
- NAT/880 Regulation on circularity requirements for vehicle design and end-of life vehicle (ELV) management

Fostering a Comprehensive Food Policy – Towards a More Sustainable Common Agricultural Policy (CAP) and Common Fisheries Policy (CFP)

Related activities:

- Debate on Plant obtained by New Genomic Techniques (NGT)
- Debate on EU organic production
- Orientation debate on the just transition of agri-food systems (#Rural Pact #5)
- Debate on the outcome and follow-up of the Strategic Dialogue on the future of EU agriculture
- Debate on tools to support EU farmers' income
- Debate on the 2030 Agenda on sustainable development: Where do we stand and what is the role of sustainable food systems in the implementation of the SDGs?
- Debate on Ensuring sustainable food production and a fair income for European farmers in the face of market, environmental and climate challenges:
- Strategic Foresight Consultation of FAO on the European Union's agrifood systems and their cross-regional interdependences
- Debate on regenerative agriculture
- Debate on the right to food in the context of the new geopolitical order
- **Partnership events** with EuroCOOP on a Stronger Europe through Participative Democracy, with FIAN on sustainable right-based food systems, with COPA-COGECA on forestry, with EBCD on the contribution of fisheries and aquaculture to food security, with ELO (European Landowners Organisation) on the future of CAP direct payments, with EuroCoop on Healthy Diets, with EBCD on the road to UNOC-3 and how can the upcoming European Oceans Pact advance ocean sustainability, with Alun Jones on nudging green policies in agriculture and with OPTA on the organic market.
- **Studies** on the Impacts *of the development of cultured animal proteins on the sustainability of the agri-food sector in the European Union* and *The digitalisation of agriculture: opportunities and drawbacks towards the reduction of GHG emissions in agriculture*
- Organisation of a **session on Food Democracy** at the Open Food conference (international conference organised in the framework of the Belgian Presidency).
- **Side-event at the COP28** on 'Fostering the climate and food convergence in COP negotiations - the role of governance and finance'

Related opinions:

- NAT/959 Conservation and sustainable use of marine biological diversity of areas beyond national jurisdiction – ratification of BBNJ Agreement
- NAT/955 Common Agricultural Policy (CAP) simplification package - **YOUTH TEST and hearing**
- NAT/950 Amendment to regulations concerning international fisheries (NAFO, SPRFMO, IOTC, WCPFC, IATTC and ICCAT)
- NAT/949 Future of organic and quality foods - **YOUTH TEST and ECM pilot project and hearing**
- NAT/948 Regenerative agriculture as a target towards sustainable agriculture and food production - **YOUTH TEST and hearing**
- NAT/945 New rules on cross-border enforcement against unfair trading practices (UTP)
- NAT/944 Civil society's vision for a European Oceans Pact - **YOUTH TEST and hearing**
- NAT/939 Ensuring sustainable food production and a fair income for European farmers in the face of market, environmental and climate challenges - **hearing**
- NAT/937 Amendment of the Common Markets Organisation (CMO) Regulation on rules on contracts, producer organisations and cooperation between farmers - **hearing**
- NAT/935 Fostering sustainable and resilient food systems at times of growing crises – **hearing**
- NAT/932 Amendment to CAP basic acts - simplification
- NAT/930 Evaluation of Directive (EU) 2019/633 of 17 April 2019 on unfair trading practices in B2B relationships in the agricultural and food supply chain
- NAT/925 A just transition to ensure a sustainable future for EU agri-food systems - **hearing**
- NAT/924 How to ensure the social, environmental and economic sustainability of the EU agri-food sector with future enlargement? **ECM pilot project and hearing**
- NAT/923 Targets for fixing fishing opportunities
- NAT/913 Promoting autonomous and sustainable food production: strategies for the Common Agricultural Policy post-2027 - **hearing**
- NAT/908 Plants produced by new genomic techniques - **hearing**
- NAT/892 Towards a European Food Policy Council as a new governance model in the future EU Framework on Sustainable Food Systems - **hearing**
- NAT/849 Action plan to conserve fisheries resources and protect marine ecosystems
- NAT/918 Revision of the animal welfare legislation - **hearing**

Restoring and preserving natural capital - Healthy planet for healthy people

Related activities:

- 9-12 June 2025 – EESC's mission to UNOC3
- 27 October-1 November 2024 - EESC's mission to CBD COP16
- 1 November 2024 - CBD side event Towards a circular economy in harmony with nature
- 27 October 2024 - CBD side event Mainstreaming biodiversity in climate action: the role of nature-based solutions
- 30 September-2 October - Consultative workshops on SOER2025 (partnership with EEA)
- 2 July 2024 - SDO meeting on a Comprehensive water strategy in the context of the climate and biodiversity emergencies
- 21 May 2025 - Section debate on Biodiversity and Climate: advancing on a sustainable financial architecture

- 17 April 2024 - Interactive workshop for the opinion on A comprehensive strategy for biodiversity at COP16 EESC members participating in EC expert groups: Zero Pollution Stakeholder Platform, Soil Expert Group, EU Biodiversity Platform, EUBP sub-group on Nature Restoration Regulation, Stakeholder platform on bioeconomy, Expert group on Greening the European Semester, ENEA-MA group (European Network of Environmental Authorities)

Related opinions:

- NAT/959 Conservation and sustainable use of marine biological diversity of areas beyond national jurisdiction – ratification of BBNJ Agreement
- NAT/951 Towards 2030 – Assessment of key environmental actions to be included in the annex to the 8th Environmental Action Programme to better anchor environmental policy in society – hearing
- NAT/947 Healthy planet for healthy people: towards a comprehensive 'One Health' approach – hearing
- NAT/944 Civil society's vision for a European Oceans Pact - YOUTH TEST and hearing
- NAT/926 A comprehensive strategy for biodiversity at COP16: bringing all sectors together for a common goal - hearing
- NAT/911 Chemicals – 'One Substance, One Assessment'
- NAT/906 Soil Health Law – Hearing
- NAT/896 Revision of the EU pollinators initiative – A new deal for pollinators- Hearing
- NAT/894 Preventing plastic pellet losses to reduce microplastics pollution **-** Hearing
- NAT/891 Sustainable water management and climate emergency: circular and other solutions for the EU agri-food system in a future 'Blue Deal' - Hearing
- NAT/886 Policy framework for bio-based, biodegradable and compostable plastics **-** Hearing
- NAT/849 Action plan to conserve fisheries resources and protect marine ecosystems

Towards sustainable rural/urban development – designing a holistic strategy

Related activities:

- In line with its commitments to the Rural Pact, the NAT has continued to raise the voice of rural areas and inhabitants through various debates. Since March 2023, it has organised six thematic debates:
  - Rural Pact #1: renewable energies in rural areas (09/03/2023)
  - Rural Pact #2: the role of youth in rural development (12/06/2023)
  - Rural Pact #3: gender equality and youth in rural areas (22/11/2023)
  - Rural Pact #4: how to foster the implementation of the Long-Term Vision for EU's Rural Areas? (15/12/2023)
  - Rural Pact #5: orientation debate on the just transition of agri-food systems (09/04/2024)
  - Rural Pact #6: the role of circular economy and bioeconomy in supporting sustainable agri-food systems to promote sustainable rural/urban development in the EU (15/10/2024)
- The Section has also organised **general and thematic debates** to give visibility to the needs of rural areas:
  - On 9 April 2024, with the European Commission (DG REGIO) and the Rural Pact Support Office, on the role Civil Society and EESC members in supporting the implementation of the Rural Pact in the Member States.

- On 29 January 2025 with the European Rural Parliament (ERP), the European Commission (DG AGRI and DG Regio) and the CoR on the future of EU rural policies and the role of the ERP 10 years after its creation.

- Two of the studies launched by the NAT Section during this mandate covered the assessment of impacts on rural areas. In the **study** on *The digitalisation of agriculture: opportunities and drawbacks towards the reduction of GHG emissions in agriculture*, drawbacks and impacts of digitalisation on aspects such as rural employment were considered, exploring measures to protect rural jobs and communities. In the study on the *Impacts of the development of cultured animal proteins on the sustainability of the agri-food sector in the European Union*, potential impacts on rural areas were also analysed.
- A **Partnership event** with the European Rural Parliament was organised on 30 January 2025, with the presence of the European Commissioner for Agriculture and Food and key stakeholders.

Related opinions:

- NAT/942: Amendment to EAFRD to provide additional assistance to Member States affected by natural disasters
- NAT/914: Towards a greater involvement of Member States, Regions and Civil Society actors in the implementation of the Long-Term Vision for the EU's Rural Areas
- NAT/899: The impact of high energy prices on the agricultural sector and rural areas
- NAT/893: the role of youth in rural development

Annexe III — Cartographie des acteurs clés

(Non-exhaustive list)

- **International Organisations and Networks:** FAO, UNEP, IUCN, EEA, EIB, IOE, ILO, IEEP, UN Sustainable Development Solutions Network (SDSN), Europe Sustainable Development Network (ESDN), European Environment and Sustainable Development Advisory Councils Network (EEAC Network)
- **Business and Industry Organisations:** Business Europe, Business for Nature, Oceans Energy Europe, SMEUnited
- **Workers' and Trade Union Organisations:** ETUC, ITUC, EFFAT, ETF
- **Farmers organisations:** World Farmers Organisations (WFO) Copa-Cogeca, European Coordination Via Campesina (ECVC), IFOAM, Confédération Européenne des Propriétaires Forestiers (CEPF), EARA
- **Food-chain related organisations**: BEUC, EuroCommerce, Food DrinkEurope, EuroCoop, OPTA
- **Fishery-related organisations**: Europêche, LIFE (Low-Impact Fishers of Europe), CAPE (Coalition pour des accords de pêche équitables)
- **Ocean conservation-related organisations:** Seas at Risk, Surfrider Foundation Europe (Sfe), European Bureau for Conservation and Development (EBCD), JPI Oceans
- **Youth organisations:** Council of European Young Farmers (CEJA), Generation Climate Europe, European Youth Forum, GYBN Europe, Rural Youth Europe
- **NGOs:** European Environmental Bureau (EEB), Friends of the Earth Europe (FoEE), BirdLife Europe, European Bureau for Conservation and Development (EBCD), WWF Europe, CAN Europe, European Public Health Alliance (EPHA), Health and Environment Alliance (HEAL), Fair Trade Advocacy Office (FTAO), SDG Watch
- **Networks of cities and local communities**: ICLEI, Organic cities, ECOLISE
- **Rural development networks**: European Rural Parliament (ERP), European Leader Association for Rural Development (ELARD), European Rural Community Alliance (ERCA), Partnership for Rural Europe (PREPARE), European Rural Development Network (ERDN), European Association for Innovation in Local Development (AEIDL), Rural Youth Europe, Euromontana, Smart Village Network
- **Rural Pact Coordination Group** (RPCG)
- **European Circular Economy Stakeholder Platform** Coordination Group (CG)